

[Text]

The Chair: Well, different provinces funding the same area of research.

• 1200

Dr. Phillips: I'm not sure that is necessarily a bad thing for several reasons. First, there is not very much money, so almost every area could use more money. Second, all of the research is funded through peer review. I am certain that our peer review panels make mistakes. I am sure that sometimes we turn down funding for a very good research project, for all sorts of reasons. Maybe there weren't the experts around the table, or for whatever reason.

It is very worthwhile to have the opportunity to go to two or three different agencies to see whether they feel the same way. If everyone turns it down, then maybe it wasn't so good. I think there is a need to have more than one agency funding research, because peer review is not a perfect process. I think it works well, but it is not perfect.

The Chair: I think we have seen in certain areas, for example in the area of poverty, that the split between the federal and the provincial government has resulted in a coping out. It seems to me that this is quite possible here, too—the federal government saying to the provinces that they should be doing more and so on. We fund the provinces. If in fact we said that either they or we should devote a certain percentage of the funds being spent in the health care field on research—

Dr. Phillips: You would think if the provinces funded research they would probably pick a slightly different priority. Clearly the FRSQ in Quebec has quite a different priority. They tend to fund infrastructure support and the things that get research going, arguing that for every dollar they spend the people will bring in four or five dollars from other sources. So far that works quite effectively. I think the provinces would also be the place where you would want to target research to research problems that are unique to your province. If you see a high incidence of cancer in nickel miners, as they did in Ontario, you would like to put some money into that. That is perhaps more appropriate for a provincial cancer agency than for a national one.

The National Cancer Institute works nationally. We do not make any effort to make sure there is an equal balance between the amount of money raised by Ontario and what goes back to Ontario. We fund the best research in Canada, no matter where it is.

There are some provinces where there is a very big imbalance, and it creates a lot of problems in trying to discuss with the cancer society why they should still keep giving us money. By and large they have accepted the idea that

[Translation]

La présidence: Pourtant, différentes provinces financent le même domaine de recherche.

Dr Phillips: Je ne suis pas convaincu que ce soit forcément mauvais, et pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les fonds sont maigres, donc presque tous les domaines pourraient bénéficier de montants plus élevés. Deuxièmement, la totalité du financement est soumise au processus d'examen des pairs. Je ne doute pas que ces comités de pairs font des erreurs et je suis sûr qu'il arrive que des subventions à un très bon projet de recherche soient refusées pour toutes sortes de raisons. Il se peut, par exemple, que les spécialistes ne soient pas présents au moment de la prise de la décision, ou que sais-je encore.

Il vaut la peine de pouvoir soumettre sa requête à deux ou trois organismes différents pour voir s'ils sont tous du même avis. Si tout le monde rejette une demande, c'est qu'elle n'est peut-être pas aussi bonne que ça! Je pense qu'il est nécessaire de pouvoir compter sur plus d'un organisme de financement de la recherche, car le processus d'examen des pairs n'est pas parfait. Il fonctionne bien, mais il n'est pas parfait.

La présidence: Dans certains domaines, comme celui de la pauvreté, on a constaté que l'absence de coordination entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux avait permis à certains d'échapper à leurs responsabilités. Cela me semble tout à fait possible dans ce domaine également... le gouvernement fédéral disant aux provinces qu'elles devraient faire davantage, par exemple. C'est le gouvernement fédéral qui finance les provinces. Si celui-ci décidait de consacrer à la recherche une certaine partie des fonds affectés aux soins de santé, ou s'il demandait aux provinces de le faire...

Dr Phillips: On peut penser que si les provinces financiaient la recherche, elles adopteraient probablement des priorités quelque peu différentes. Il est évident que c'est le cas du FRSQ, au Québec qui tend à financer les infrastructures et tout ce qui permet à la recherche de prendre place. Il prétend que pour chaque dollar qu'il dépense, il y a en quatre ou cinq qui proviennent de sources différentes. Jusqu'ici cette approche s'est avérée assez efficace. Je pense aussi que les provinces veulent cibler la recherche sur des problèmes qui leurs sont propres. S'il y a un taux élevé de cancer parmi les travailleurs des mines de nickel, comme ce fut le cas en Ontario, alors il est normal que la province consacre plus de fonds à cette facette. Il convient peut-être davantage à un organisme provincial qu'à un organisme national de faire ce genre de choix.

L'Institut national du cancer a un mandat national. Nous ne cherchons pas à assurer l'équilibre entre les fonds recueillis en Ontario et ceux investis dans cette province. Nous finançons la meilleure recherche au Canada, où qu'elle soit.

À cause du déséquilibre marqué dans certaines provinces, nous avons parfois du mal à expliquer à la Société canadienne du cancer pourquoi elle doit continuer à nous donner des fonds. Elle a, en règle générale, accepté